

**ARRETE PORTANT NOMINATION DU CORRECTEUR  
POUR LES EPREUVES D'ADMISSION DES CONCOURS EXTERNE  
ET INTERNE D'ASSISTANT TERRITORIAL DE CONSERVATION DU  
PATRIMOINE ET DES BIBLIOTHEQUES  
SPECIALITE « BIBLIOTHEQUE »  
SESSION 2023**

- Le Président du **Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Gironde**,
- Vu le code général de la fonction publique ;
- Vu l'ordonnance n° 2020-1694 du 24 décembre 2020 modifiée relative à l'organisation des examens et concours pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19 ;
- Vu le décret n° 2011-1642 du 23 novembre 2011 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques ;
- Vu le décret n° 2011-1882 du 14 décembre 2011 modifié fixant les modalités d'organisation des concours pour le recrutement des assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques ;
- Vu le décret n° 2020-1695 du 24 décembre 2020 modifié pris pour l'application des articles 7 et 8 de l'ordonnance n° 2020-1694 du 24 décembre 2020 relative à l'organisation des examens et concours pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19 ;
- Vu l'arrêté n° AR-0541-2022 en date du 21 juillet 2022 du Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Gironde portant ouverture des concours externe et interne d'assistant territorial de conservation du patrimoine et des bibliothèques, spécialité bibliothèque, session 2023 ;
- Vu l'arrêté n° AR-0139-2023 en date du 11 avril 2023 du Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Gironde portant nomination des membres du jury des concours externe et interne d'assistant territorial de conservation du patrimoine et des bibliothèques, spécialité bibliothèque, session 2023 ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 -** Les membres du jury des concours externe et interne d'assistant territorial de conservation du patrimoine et des bibliothèques, spécialité bibliothèques, peuvent être correcteurs des épreuves d'admission.

De plus, est nommée, sous l'autorité des jurys, comme correcteur des épreuves d'admission la personne dont le nom suit :

- M. Patrick BALLANGER.

Des correcteurs supplémentaires pourront, en tant que de besoin, être désignés pour participer aux travaux du jury.

ARTICLE 2 - Le présent arrêté sera transmis au représentant de l'Etat.

Le Président du Centre de Gestion,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet arrêté,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

Fait à **BORDEAUX**,  
Le

P/ Le Président,

**Christophe DUPRAT**  
4<sup>ème</sup> Vice-Président  
*Maire de Saint-Aubin-de-Médoc*

RECEPTIONNE PAR LE REPRESENTANT DE L'ETAT LE :

PUBLIE LE :